
PATRICK MICHEL

L'ÉGLISE ET
LE CATHOLICISME POLONAIS
À L'ÉPREUVE DU PLURALISME

89

LA MORT DE JEAN-PAUL II AU PRINTEMPS 2005 marque la fin d'une période. La disparition du « plus grand des Polonais » laisse une nation orpheline – mais également confrontée, une nouvelle fois, à la nécessité de se penser comme « normale », de faire donc le deuil de cette supposée « exception » polonaise, que l'élection en 1978 d'un « pape polonais » et le rôle prêté à celui-ci dans l'effondrement du communisme tendaient à valider. L'arrivée au pouvoir de la droite traditionaliste la même année, sur fond de très faible participation électorale, traduit quant à elle le pouvoir d'influence d'acteurs comme *Radio Maryja* et, plus généralement, l'impact du discours populiste. Elle témoigne simultanément du désarroi de la société et de la difficulté persistante du catholicisme polonais à s'inscrire dans le politique moderne.

En fait, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la fonction dévolue à la religion en Pologne n'a pas été modifiée par le changement de régime survenu en 1989. En charge de fournir le répertoire permettant de témoigner du rapport noué par la société au pluralisme, le catholicisme a constitué une ressource de tout premier ordre pendant la période communiste, pour attester le pluralisme réel de cette société face au « socialisme réel » dont se prévalait le pouvoir. Après 1989, le même catholicisme est largement utilisé à des fins de questionnement, sinon de freinage ou de refus d'un pluralisme devenu la règle du jeu, mais perçu par beaucoup comme menaçant.

L'époque communiste avait permis à l'Église d'orchestrer l'oubli des formes sociales qui avaient été les siennes avant la Seconde Guerre

mondiale, la qualifiant dès lors comme opérateur socio-politique central de la scène polonaise. C'est ce statut qui fonde les prétentions de l'Église à perpétuer après 1989 sur une scène politique pluralisée la place qu'elle ne devait, en dernière instance, qu'à son rôle dans la mise en évidence du caractère fictif de l'unanimité sur lequel campait le système soviétique.

Indicateur majeur de la relation au pluriel, la religion constitue tout autant, dans les réemplois qui en sont opérés, l'espace privilégié d'affichage des ajustements requis par les transformations rapides auxquelles se trouve confrontée la société après 1989. Et cette utilisation du catholicisme, en termes de gestion d'un mouvement multiforme, conduit à poser les recompositions qu'il connaît en révélateur du désenchantement polonais. Un désenchantement qui se conjugue sur plusieurs modes : celui – wébérien – de l'effondrement des grands mythes organisateurs ; celui, plus prosaïque, de la désillusion, de la perte de confiance et du mal-être.

Après 1989, la situation à laquelle avait donné lieu la pratique de type soviétique, en constituant la religion en un espace opérationnalisable de mise en cause de la légitimité du régime, ne pouvait que disparaître. La pluralisation du paysage socio-politique induite par la référence à la démocratie entraînait naturellement pour l'Église une redéfinition de son rapport au politique et au social (cette démarche s'inscrivant pour elle dans un processus plus large de réévaluation de sa relation au pluriel). Cette évolution est triplement fonction de la perception, par la société, de ce qu'a été le rôle de l'Église pendant la période communiste, d'une épaisseur historique de référence dont le resurgissement est massif, d'instrumentalisations plurielles et parfois contradictoires, enfin.

L'Église a contribué à permettre à la société polonaise d'accoucher d'une démocratie. Où elle devait, dès lors, trouver sa place. Ce qui supposait d'abandonner toute prétention à occuper une centralité qui fut – presque par la force des choses – la sienne pendant les années de résistance au régime communiste. « Vivre dans le pluralisme – pour reprendre une formule d'Adam Michnik –, c'est savoir se limiter, c'est savoir qu'on habite avec d'autres et rendre cette cohabitation vivable¹. » Mais se limiter contraint à quitter le terrain de la totalité pour entrer dans celui du relatif. Or l'Église polonaise ne pouvait s'y résoudre sans

1. Adam Michnik, *La Deuxième Révolution*, La Découverte, 1990, p. 64.

peine. Ainsi, dès après 1989, lors du débat sur l'introduction du catéchisme à l'école, le primat Glemp s'élevait contre ceux qui, à la « nation », préféraient la « société ». La référence à cette totalité que constitue la nation visait à tenter de faire l'économie du pluriel, fût-ce en maniant l'exclusive nationaliste et la prétendue norme morale, au risque de toutes les dérives. Outre le fait qu'elle exprimait la nostalgie, très répandue dans la société, d'une époque où l'adversaire était clairement identifiable, cette référence témoignait de la difficulté de passer d'un système de discours clos à un système ouvert, de l'utopie mobilisatrice à la gestion d'un réel polymorphe et éclaté.

Le discours éthique, libérateur et formidablement opératoire sous le régime précédent, devient, avec la « pluralisation » de la société, un discours d'exclusion fondé sur des catégories perverties. En ne protestant pas contre l'utilisation faite du catholicisme comme critère constitutif d'une identité polonaise bricolée à des fins politiciennes, l'Église visait sans doute à réaffirmer le caractère central de sa position. Campant sur le prestige mérité que lui a valu son rôle face au pouvoir communiste, elle s'est appliquée à compenser par un accroissement de son poids institutionnel la diminution constatable de son influence sociale.

Concernant celle-ci, un sondage montrait en effet que, dès mai 1991, 58 % seulement des Polonais étaient satisfaits de leur Église, contre 83 % un an plus tôt – 60 % des personnes interrogées affirmant que l'influence de l'Église était « trop grande ». 77 % des Polonais se prononçaient en faveur de la séparation de l'Église et de l'État et 57 % pensaient que l'Église ne devait pas s'occuper de politique. En 2002, dans les grandes villes, moins de 30 % des jeunes ont une pratique religieuse et plus de la moitié se tient en dehors de toute influence ecclésiastique. Et le chiffre de 60 % de jeunes qui se disent « croyants » est en baisse de 30 % par rapport à la fin des années 1980. Les jeunes affirment préférer écouter leur propre conscience qu'obéir aux normes catholiques. 70 % des filles et 66 % des garçons acceptent la contraception (contre respectivement 35 % et 46 % en 1988). Plus de 60 % considèrent comme normal d'avoir des rapports sexuels avant le mariage². Cette évolution s'inscrit cependant dans le cadre plus large d'une prise de distance marquée de la société polonaise à l'égard de la sphère publique dans son ensemble, attestée par le repliement sur la famille

2. Tomasz Potkaj, « L'Église n'est pas cool », *Tygodnik Powszechny*, 22-29 décembre 2002, n° 51-52, p. 13.

ou les relations amicales, et renforcée par une forte méfiance à l'égard de toute totalisation, ce qui se traduit par une distance à l'égard de toute autorité censée reposer sur un statut... d'autorité. Une distance dont l'Église est victime au même titre que toutes les autres autorités. Et qu'elle vit souvent sur le mode de l'amertume, stigmatisant l'ingratitude de la société à son égard.

92 En intervenant directement dans le champ politique, l'Église a pris le risque du désaveu : à partir de 1993 vont se succéder des résultats électoraux contraires à ses vœux (et à ses appels)³. Elle se place également en situation de devenir un instrument aux mains d'acteurs politiques ne s'identifiant ni nécessairement à elle, ni *a fortiori* à l'ensemble du paysage catholique polonais, et cherchant à se doter de critères « fermés » autorisant une définition « religieusement construite » de la nation. En 1993, le vice-Premier ministre de l'époque, Henryk Goryszewski, allait ainsi jusqu'à dire : « peu importe que la Pologne soit capitaliste, peu importe qu'y règne une liberté d'expression ou le bien-être, ce qui importe c'est que la Pologne soit catholique ». C'est cette veine qu'a exploitée le Père Tadeusz Rydzyk, fondateur en 1991 de *Radio Maryja* et, dans les années suivantes, du quotidien *Nasz Dziennik* et de la station de télévision *Trwam* [Je perdure]. Ces organes de presse, qui touchent chaque jour plusieurs millions de personnes, diffusent une vision manichéenne du monde, nationaliste et ultra-cléricale, dans laquelle le libéralisme apparaît comme une idéologie criminelle au même titre que le communisme et le fascisme. Selon *Gazeta Wyborcza*, la victoire des frères Kaczynski aux élections – présidentielle et législatives – de 2005 constituerait « une victoire de *Radio Maryja* ». Il est vrai que Rydzyk a été l'un des premiers à recevoir les remerciements des vainqueurs.

Radio Maryja se donne pour objectif la re-catholicisation des Polonais. Ce qui passe inévitablement par la disqualification des juifs, ex-communistes et autres francs-maçons (le Père Jankowski, de Gdansk, a ainsi pu affirmer que « les juifs n'ont pas le droit de représenter la nation » sans que cela entraîne une condamnation ferme ni des politiques ni de l'Église).

3. Les élections législatives de septembre 1993 sont les premières en Europe centrale à rendre la majorité aux partis issus de l'ancien bloc communiste. Elles sont suivies par la victoire du candidat SLD Kwasniewski lors des élections présidentielles de 1995, face à Lech Walesa, très fortement soutenu par l'Église. Kwasniewski sera réélu en 2000.

De tels discours, comme d'ailleurs la mise en garde du primat Glemp, peu après le 11 septembre, contre les dangers que ferait peser l'immigration musulmane sur l'identité polonaise⁴, sont autant d'indicateurs du malaise d'une société qui, sur fond de recomposition et de redistribution, est placée en situation d'avoir à redéfinir l'ensemble des repères sur lesquels elle fonctionnait. Il s'agit donc de réitérer la pertinence de critères présentés comme stables pour asseoir l'identité.

Toute la question est dès lors de la crédibilité du dispositif qui en résulte, pour les différentes composantes d'une société *évidemment* plurielle. Et donc aussi d'un catholicisme pluralisé. Alors que « durant des décennies, l'opinion du primat constituait un point de repère légitime et indiscutable pour les fidèles » [*Gazeta Wyborcza*], aujourd'hui, selon un sondage publié par *Wprost*, 36,7 % des personnes interrogées pensent que le Père Rydzyk est la voix la plus influente de l'Église et seulement 12,5 % le primat.

93

En matière de gestion du désenchantement politique, la question du religieux ne pouvait qu'être centrale. L'Église intervient – ou le religieux est invoqué – pour freiner la pluralisation, c'est-à-dire perpétuer une lecture du réel où l'espace public est pensé comme espace total, indifférencié, où l'autre n'a pas droit de cité, ne jouit pas des droits du citoyen dans la mesure même où il n'obéit pas aux critères fermés d'appartenance supposés déterminer l'accès même à cet espace public. Et ce freinage de la pluralisation politique est justifié, au plan symbolique, par la réactivation du paradigme romantique.

La période ouverte par la fin du communisme se caractérise, en ce qui concerne les redéploiements du religieux, fondamentalement par deux tendances : la levée des « équivoques nécessaires » sur lesquelles s'étaient édifiés les recours sociaux au religieux et la ré-instrumentalisation politique du religieux.

La première n'appelle pas de longs commentaires : lorsque sont réunies, dans la seconde moitié des années 1970, les conditions de la mise en place d'une plate-forme commune de résistance antitotalitaire unissant ouvriers, Église et intellectuels, la structuration de cette plate-forme autour du thème des droits de l'homme suppose que soit tenu pour acquis qu'il n'y a pas de divergence entre les composantes sur le contenu même de ces droits. Nulle surprise que l'après-1989 se construise sur le resurgissement de la question de ce contenu.

4. *Polityka*, 29 septembre 2001.

La seconde signe un double désarroi : l'État, dépassé par l'ampleur des tâches auxquelles il est confronté, instrumentalise le religieux, pour l'essentiel à des fins de légitimation ; l'Église, quant à elle, frappée de plein fouet par la perte d'une centralité acquise sous le régime précédent, et dont elle n'avait que faiblement réalisé le caractère profondément conjoncturel, instrumentalise l'État, soit directement, soit, moins explicitement, en se prêtant aux instrumentalisations dont elle fait l'objet, à des fins de perpétuation de cette centralité en instance de disparition.

Se déploient en arrière-plan des conceptions très différentes de l'incantable « démocratie » qui sert de modèle : outre la démocratie « à l'occidentale » à laquelle se sont d'emblée identifiés un Geremek, un Mazowiecki ou, d'ailleurs, un Kwasniewski, deux autres conceptions ont pu être développées.

94 Le primat Glemp s'est ainsi réclamé d'une « démocratie unanimiste » où l'identité polonaise se définirait fondamentalement par le catholicisme. En fait, cette référence traduit de la part de l'Église une incapacité d'admettre l'autonomie du politique, d'où la persistance d'une attitude tendant à le contrôler. Elle révèle également une absence de réflexion sur la nature même de la démocratie, et sur les changements que celle-ci induit. La réintroduction du catéchisme dans les écoles n'a ainsi fait l'objet d'aucune consultation préalable et nombre de clercs ont manifesté de l'agacement face aux réactions négatives que cette mesure a pu susciter. Mgr Gocłowski, évêque de Gdansk, n'hésitait ainsi pas à corriger la question qui lui était posée par un journaliste occidental : « L'école publique ? Disons plutôt l'école polonaise. C'est l'école d'une nation où 100 % des enfants suivent l'enseignement religieux. La nation doit conserver son identité catholique, comme nous l'enseigne l'histoire polonaise⁵. » Or un sondage, publié par *Gazeta Wyborcza* en juillet 1992, montrait que, parmi les jeunes, 57 % se prononçaient pour l'enseignement de la religion dans les paroisses, pour 21 % seulement dans les écoles, alors que 10 % se déclaraient hostiles à cet enseignement où qu'il soit effectué, 12 % étant sans opinion.

La conception « populiste » de la démocratie, que le président Walesa incarnait assez bien, et que l'on retrouvera dans le discours de formations telles Autodéfense (*Samobrona*) ou la Ligue des familles polonaises, emprunte nombre de ses thèmes à l'unanimité, largement utilisé pour disqualifier ses adversaires politiques, c'est-à-dire la partie de la société qui ne pense pas comme est censée penser la « nation ». Lech

5. Philippe Demenet, « Le match des deux Pologne », *La Vie*, 22 novembre 1990.

Walesa s'en prenait ainsi, le 23 juin 1991, en sortant de l'église Sainte-Brigitte de Gdansk, à Adam Michnik et Bronislaw Geremek, ses anciens conseillers devenus ses adversaires : « La démocratie et le pluralisme ne sont peut-être pas la bonne solution en Pologne⁶ »... À l'issue du débat sur l'avortement, le sénateur Kaczynski, futur successeur de Walesa et de Kwasniewski à la présidence de la République, n'hésitera pas quant à lui à affirmer : « Tous les bons Polonais sont contre l'avortement. Ceux qui sont pour constituent la mauvaise part de la nation... »

L'Église polonaise avait obtenu du pouvoir communiste finissant le statut juridique qu'elle n'avait cessé d'exiger depuis l'instauration du régime⁷. Elle bénéficie surtout, avec l'abandon par les communistes du monopole du pouvoir, d'un poids institutionnel qui la constitue en acteur incontournable de la scène politique. Le ministre des Cultes de l'époque nous confiait ainsi à l'automne 1992 qu'une part importante de son énergie était employée à persuader les représentants de l'épiscopat qu'il ne pouvait pas accorder dans les textes officiels émis par ses services une place particulière (c'est-à-dire prééminente) à l'Église catholique, au détriment des autres confessions présentes en Pologne.

95

Les évêques ne cachèrent pas par ailleurs leur déception devant les résultats des élections de 1993. D'autant que la coalition des partis politiques, *Ojczyzna* (la Patrie), créée à quelques mois des élections à l'initiative de l'évêque de Gdansk, Mgr Gocłowski, n'avait pas réussi à faire entrer un seul député au Parlement. Situation difficilement imaginable dans un pays comme la Pologne comptant plus de 90 % de catholiques⁸.

À l'automne 1993, après la formation de la nouvelle coalition, un autre évêque, Mgr Zycinski, n'hésitait pas à demander comment aurait évolué l'Allemagne si, après la guerre, les anciens militants du NSDAP étaient revenus au pouvoir⁹... Allusion à peine voilée aux militants du PZPR (Parti ouvrier unifié polonais). À la mi-juin 1994, les évêques déclaraient assister « au retour de la Pologne populaire : il est difficile de ne pas voir dans les agissements des hommes au pouvoir le triste reflet des méthodes communistes et de l'esprit totalitaire¹⁰ ». Plus tard,

6. AFP, 24 juin 1991.

7. Par la loi du 17 mai 1989.

8. Institut de statistique de l'Église catholique SAC, *Église et Religiosité 1945-1999*, Varsovie, Pallotinum, 2000. De 47 à 50 % des catholiques (soit environ 92 % de la population globale) assistent régulièrement à la messe dominicale (*Tygodnik Powszechny*, 21 janvier 2001).

9. *Tygodnik Powszechny*, n° 37, 1993.

10. *Libération*, 22 juin 1994.

le primat Glemp déclarait qu'il « n'avait pas peur de la guerre », à la suite du vote d'un texte visant à assouplir la loi sur l'avortement, à l'initiative d'un groupe de femmes parlementaires. Le gouvernement avait alors préféré jouer l'apaisement, le projet de loi étant finalement rejeté par le Sénat. Ce ne sera plus le cas en 1995, lorsque le débat se déplacera sur la question de la ratification par le Parlement du Concordat avec le Vatican. Après la décision, en septembre 1995, du Parlement de rejeter l'avis d'une commission spéciale censée déterminer dans quelle mesure le Concordat est en accord avec les lois existantes, l'Église entame une véritable croisade contre le gouvernement de gauche. La victoire de Kwasniewski à la présidentielle sera mise au compte de « la passivité d'une grande partie de la société qui fait que les intérêts partisans et non pas l'intérêt de la nation soient aujourd'hui prédominants¹¹ ». *Gazeta Wyborcza* sortira en première page un article intitulé « L'Église et la gauche – la confrontation »¹²...

L'analyse des évolutions politiques est inséparable d'une interrogation sur le rapport même au politique de la société polonaise, d'une part, et sur la poursuite d'un processus d'eupéanisation des mentalités, où continuerait à se dissoudre progressivement la croyance en une Pologne « élue », chargé d'une « mission », d'autre part. De ce point de vue, la quasi-coïncidence dans le temps entre les législatives de 2001 et l'affaire de Jedwabne¹³ n'est en rien anodine. « Durant quarante ans – notait Ireneusz Krzeminski – les Polonais se sont repliés sur eux-mêmes. Ils ont ruminé leurs aigreurs et fait taire leur xénophobie. Maintenant que le couvercle du communisme est levé, cette société construite sur l'antagonisme du bien et du mal ne sait plus à qui reprocher son mal-être. Alors elle s'en prend aux plus faibles [...]: les homosexuels, les prostituées, les Tsiganes, les alcooliques, les séropositifs et, loin derrière, les juifs¹⁴. » Les Polonais, qui se considéraient comme ayant été, durant la Seconde Guerre mondiale, de pures victimes du totalitarisme nazi, ont dû se confronter à l'idée que la ligne de

11. *Gazeta Wyborcza*, 18 septembre 1995.

12. Ce titre renvoie à deux textes d'Adam Michnik : « L'Église et la gauche – le dialogue » et « L'Église et la droite – le monologue ». Le premier avait marqué la rencontre des intellectuels de la « gauche laïque » et de certains milieux catholiques autour du thème de la défense des droits de l'homme ; le second dénonçait certaines réinstrumentalisations politiques du religieux survenues après 1989.

13. En 1941, 1 600 juifs de Jedwabne avaient été massacrés par leurs concitoyens chrétiens. Le massacre, révélé par un livre de l'historien Tomasz Gross paru en 2000, a suscité en Pologne une véritable onde de choc et d'intenses polémiques.

14. In « À l'Est le sida », *Le Nouvel Observateur*, 5 mai 1993.

partage entre le bien et le mal n'était pas aussi aisément identifiable. Cette confrontation, traumatisante, n'est pas sans avoir suscité de vives réactions, allant jusqu'au refus de l'évidence. Que la Pologne soit une nation comme les autres ne va pas nécessairement de soi...

Lors de la campagne de 2001, dont les résultats ont conduit à tourner simultanément la page du communisme et de Solidarité, de post-Solidarité et du postcommunisme, l'Église, résolument aux côtés de la droite issue de Solidarité dans le passé, a stigmatisé dans une lettre aux fidèles, sans citer nommément le SLD, « un parti qui renoue avec la tradition idéologique propre à un parti communiste » et qui annonce la levée de l'interdiction de l'avortement. « Une société catholique ne peut soutenir un parti déclarant ouvertement son intention d'instaurer une législation qui viole le droit fondamental à la vie », a proclamé la Conférence épiscopale dans sa lettre, lue dans toutes les églises. Les évêques ont souligné que « dans les pays démocratiques, les catholiques passent un examen éthique au moment où il leur faut clairement distinguer entre le bien et le mal, sans se borner à une vision purement politique ou économique de l'État ». Mais, malgré ces appels à la mobilisation, et pour la première fois, les catholiques pratiquants ne se sont pas déplacés plus que le reste de la société.

97

Cela participe de la mise en évidence de la fin d'une période, qui sera symboliquement close de façon définitive avec la disparition de Jean-Paul II. Les possibilités d'utilisation de certaines ressources symboliques n'existent plus. Le primat Glemp a eu beau souligner à maintes reprises que « Solidarité constitu[ait] aujourd'hui comme une vertu qui doit se diffuser dans toutes les sociétés, particulièrement dans le contexte d'une Europe commune¹⁵ », un tel discours apparaît profondément déphasé.

Les grands conflits des premières années de l'après-communisme, sur l'avortement, l'*invocatio dei* (la référence à Dieu dans la Constitution) ou encore l'euthanasie, semblaient apaisés, lorsque le débat européen les a réveillés. Le projet d'intégration a suscité une vive émotion au sein de l'institution catholique. L'adhésion de la Pologne à l'Union européenne et les conséquences concrètes prévisibles de celle-ci étaient-elles porteuses du risque de dilution dans l'Europe d'une spécificité nationale polonaise, où le catholicisme jouerait un rôle central, et qu'il conviendrait de défendre ? Le primat de Pologne ne fait guère confiance à l'Occident. Il ne s'est jamais opposé à l'intégration mais ne

15. KAI, 28 juin 1996.

cesse d'évoquer les conditions que les pays occidentaux, accusés de mépriser la Pologne et les Polonais, doivent garantir : « Il existe en Occident une certaine stratégie, visant non seulement la Pologne mais toute l'Europe centrale, une volonté d'appauvrir ces pays sur le plan économique et spirituel afin de favoriser une sorte de néo-colonialisme économique et de les subordonner idéologiquement¹⁶. » C'est là une formule dans laquelle pourraient se reconnaître nombre de partisans et d'électeurs de formations populistes, de *Samoobrona* au LPR. Aujourd'hui, maints Polonais se disent menacés par les « autres civilisations ».

98 Au premier chef, bien évidemment, par un modèle occidental accusé de remettre en cause les valeurs fondamentales d'une supposée tradition polonaise. Il n'est de ce point de vue pas neutre que de vifs débats se soient engagés autour d'un des objets les plus symboliques de l'Occident, à savoir les hypermarchés. L'Église a ainsi soutenu avec détermination un amendement au Code du travail interdisant tout commerce le dimanche, à l'exception de l'alimentation. Il s'agissait, sous couvert de défendre le droit des personnels au repos dominical, de tenter de mettre un terme à la mode, répandue ces dernières années en Pologne, de passer le dimanche en famille dans de grands centres commerciaux. Le président Kwasniewski y avait opposé son veto.

D'un autre côté, la conviction que l'islam ferait peser une menace sur la civilisation de l'Europe chrétienne se répand. J.M. Nowakowski, ex-conseiller de l'ancien Premier ministre J. Buzek, a ainsi déclaré dans *Zycie* qu'« il [fallait] revenir aux sources de la civilisation occidentale – la chrétienté, le droit romain, le personalisme » – et qu'on ne pouvait « rester dans du relativisme... »¹⁷.

Concernant l'entrée dans l'Union européenne, les évêques polonais n'ont eu de cesse de souligner le principe de respect des différences et le rôle particulier qu'aurait à jouer la Pologne dans une Europe unie. Ils se sont appliqués à parler d'une seule voix, en se référant au pape, partisan décidé de l'adhésion polonaise, sans parvenir pour autant à dissimuler les divergences entre pro et anti-européens au sein de la Conférence épiscopale. Et les clivages croissants au sein d'un paysage catholique pluralisé, allant de la dénonciation par la mouvance de *Radio Maryja* de « l'Europe de Sodome et Gomorrhe » à l'appel de Jean-Paul II (« La Pologne a besoin de l'Union européenne et l'Union européenne de la Pologne »¹⁸).

16. Jozef Glemp, « Une paix difficile », *SPP*, 15 septembre 1995.

17. *La Vie*, 18 septembre 2001.

18. *Le Monde*, 10 juin 2003.

La défense polonaise de la mention du rôle de l'héritage chrétien en Europe dans le préambule de la Constitution européenne, en redonnant une actualité forte à l'affichage d'une identité polonaise catholique pourrait bien toutefois avoir eu d'abord pour fonction de permettre de feindre, à destination du monde extérieur, une cohésion nationale en réalité battue en brèche par l'évolution même de la société polonaise. Cette dernière s'est fortement et rapidement diversifiée dès avant que s'effondre le régime communiste. Et cette évolution est allée de pair, on l'a dit, avec une pluralisation du paysage catholique lui-même. Ce qui revient à dire que les grandes tendances à l'œuvre dans les pays occidentaux, en termes d'individualisation de la croyance, de prise de distance vis-à-vis de l'institution et d'adoption d'un rapport de consommateur exigeant à l'égard de l'offre religieuse, sont aujourd'hui parfaitement repérables en Pologne. Et le catholicisme s'étant pluralisé, chacun des Polonais peut y mettre ce qu'il veut. La thématique des valeurs ou de l'héritage chrétiens devient dès lors une sorte d'auberge espagnole, organisée comme un espace neutre et dès lors consensuel (à condition bien sûr de ne pas s'interroger trop avant sur ce que les uns et les autres investissent dans ladite thématique).

99

« En Occident, l'influence de l'Église et de la religion est en chute libre, sur le plan aussi bien individuel que familial et public. Ce n'est pas ce que je souhaite pour la Pologne¹⁹. » En constituant la « promotion des valeurs chrétiennes » en pivot de son programme, le leader du PiS [*Prawo i Sprawiedliwość*, Droit et Justice], Jaroslaw Kaczynski, entendait s'élever contre le « libéralisme à l'usage des riches ». Nombre d'observateurs vont quant à eux jusqu'à considérer que cette référence à la religion, couplée à la nation (« le patriotisme devrait être comme l'air qu'on respire »), ressortirait à la tentative de faire de la Pologne un « laboratoire de l'ordre moral ». Elle pourrait bien n'être jamais, pour une société polonaise qui s'est constituée, après 1989, sur l'épuisement de tous ses mythes organisateurs²⁰, que la nouvelle et simple expression d'un rapport au politique organisé par la disqualification et le désenchantement.

19. *Polityka*, février 2006, repris in *Courrier international*, 9 février 2006.

20. Marcin Frybes et Patrick Michel, *Après le communisme. Mythes et légendes de la Pologne contemporaine*, Bayard, 1996. Voir également Patrick Michel (dir.), *Europe centrale, la mélancolie du réel*, Autrement, 2004.

R É S U M É

La fonction dévolue à la religion en Pologne, d'indicateur privilégié de l'établissement d'un rapport au pluralisme, n'a pas été modifiée par le changement de régime survenu en 1989. Indicateur majeur de la relation au pluriel, la religion constitue tout autant, dans les réemplois qui en sont opérés, l'espace privilégié d'affichage des ajustements requis par les transformations rapides auxquelles se trouve confrontée la société. Et cette utilisation du catholicisme à des fins de gestion d'un mouvement multiforme conduit à poser les recompositions qu'il connaît en révélateur du désenchantement polonais.